

Bulletin d'histoire politique

Chronique du mouvement ouvrier politique

Bernard Dansereau



Volume 8, numéro 1, automne 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060393ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060393ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dansereau, B. (1999). Compte rendu de [Chronique du mouvement ouvrier politique]. *Bulletin d'histoire politique*, 8(1), 162–166.
<https://doi.org/10.7202/1060393ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Chronique du mouvement ouvrier politique



Bernard Dansereau

Université de Montréal et codirecteur du

Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier québécois

Les derniers mois ont été marqués par des changements à la direction des trois plus importantes centrales syndicales québécoises. L'histoire dira si ces nouveaux dirigeants auront apporté de nouvelles orientations ou s'ils se seront inscrits dans la foulée de leurs prédécesseurs. Quel que soit l'avenir du mouvement syndical, la réflexion sur son évolution historique demeure un impératif. La parution d'un recueil de Jean-Marc Piotte¹ et d'un ouvrage consacré à Marcel Pepin² apportent des éléments de réflexion forts éclairants.

Les textes réunis dans la plus récente publication de Jean-Marc Piotte jettent un regard critique sur le mouvement syndical³. Il y a un double intérêt à relire ces textes, fruits d'un militant engagé et d'un analyste puisque Piotte a été, durant de nombreuses années, un des dirigeants de son syndicat, le Syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ), tout en militant dans plusieurs instances de la CSN. Les analyses de Piotte dépassent toutefois les cadres de la CSN et s'adressent au mouvement syndical québécois dans son ensemble. Piotte se démarque ainsi de nombreux militants qui ne vivent que dans le cadre de leur organisation qui, à leurs yeux, demeure la seule voie en mesure d'assurer l'avancement des travailleurs et travailleuses du Québec. Piotte dépasse ce sectarisme (présent aussi bien à la CSN qu'à la FTQ, la CEQ et la CSD) et développe des analyses qui peuvent intéresser tous les militantes et militants syndicaux.

Il nous convie donc à le suivre tout au long de sa réflexion de près de trente ans sur l'évolution de la pratique syndicale au Québec. Il analyse certains moments forts, comme les négociations des travailleurs et travailleuses du secteur public et parapublic, la commission Cliche, etc. S'il peut paraître hasardeux de tenter de condenser sa vision syndicale, la dernière phrase du livre pourrait résumer la conception de Jean-Marc Piotte de l'action syndicale, une action basée sur les intérêts de ses membres: «Les représentés, le peuple, la masse, la base n'ont pas toujours raison, mais les dirigeants n'ont jamais raison contre ou sans eux» (p. 269).

Le recueil de textes comprend deux séries de documents. Une première série de textes, qui s'échelonne de 1972 à 1975, prend la défense du syndicalisme de combat⁴. On constate ici la place prépondérante prise par le Piotte militant. L'autre série, plus contemporaine, se veut aussi plus analytique, réévalue le syndicalisme de combat, mais surtout, analyse le nouveau paradigme syndical axé sur la participation. Dans cette seconde partie, Piotte explique le changement d'orientation du syndicalisme québécois. Il énonce cette réalité sous forme de paradoxe: «Le syndicalisme des années 1970 en était un d'affrontement contre l'État keynésien et providentiel; le syndicalisme des années 1990 en est un de partenariat avec l'État néo-libéral» (p. 197). Selon Piotte, le changement d'orientation syndicale ne résulterait pas de la mise au rancart de toute forme de radicalisme dans le mouvement mais serait plutôt un symptôme de la faiblesse du mouvement syndical issu d'un rapport de force défavorable.

Le regard que porte Jean-Marc Piotte sur certaines interventions récentes du nouveau syndicalisme se veut critique: maintien des emplois comme à la Kenworth, ou la démocratisation du travail, comme à GM-Boisbriand ou aux alumineries d'Alcan, qui implique des augmentations de charges de travail. «La démocratie est luttes, non seulement ententes, débats plutôt que consensus. Je me méfie de tout ce qui est ordre et harmonie lorsque je vois autour de moi le travail s'intensifier, les salaires stagner, les exclus croître et les pauvres se multiplier» (p. 228). Sur le Fonds de solidarité, créé en 1983 par la Loi 192, Piotte en constate l'indéniable réussite économique. Cette innovation syndicale a contribué à répandre dans le tissu social québécois l'esprit de la bonne entente et a aidé à améliorer l'image du syndicalisme dans l'opinion publique.

Une question d'actualité, l'économie sociale retient aussi son attention. Bien qu'il reconnaisse plusieurs mérites à l'économie sociale notamment «de donner une visibilité politique aux groupes populaires et “communautaires”» (p. 255), Piotte nous amène à constater une certaine distance entre le discours et sa réalité. Piotte fait remarquer que l'économie sociale est loin d'être une nouveauté dans le portrait idéologique. Dès le siècle dernier, certains intellectuels québécois faisaient la promotion d'une telle activité, mais «les idéologues de l'économie sociale ne mettent pas en évidence l'accointance de leur idéologie avec celle qui prévalait au Québec jusqu'au début des années 1960» (p. 233), ce qui est à ses yeux fort regrettable et aurait permis de mieux comprendre certains fondements de cette idéologie. Piotte souligne aussi l'absence de références explicites au rôle subsidiaire que l'économie sociale tend à jouer. D'autre part, l'idéologie de l'économie sociale masque le rapport réel institué entre le renforcement des lois du

marché, la réduction de l'État-providence et l'extension des groupes populaires et communautaires.

Piotte retrace aussi le déroulement des deux sommets socio-économiques de 1996. La Conférence sur le devenir social et économique du Québec tenue en mars et le Sommet sur l'économie et l'emploi d'octobre. En adoptant la stratégie du déficit zéro, ces conférences ont été déterminantes dans la politique du gouvernement québécois. Le bilan qu'il en tire est loin d'être flatteur pour les leaders syndicaux. Ceux-ci, écrit Piotte «n'arrivaient plus à penser autrement que les leaders patronaux et gouvernementaux. Idéologiquement, politiquement et stratégiquement, la différence entre le "eux gouvernemental", le "eux patronal" et le "nous syndical" avait été effacée» (p. 269).

Dans un autre ordre d'idées, le journaliste Jacques Keable présente un des acteurs syndicaux qui a le plus marqué l'histoire du Québec contemporain: Marcel Pepin. Le livre de Jacques Keable est une œuvre bien particulière, n'étant ni une biographie, ni un récit autobiographique, ni un recueil de textes. Keable donne la parole à Pepin et le laisse raconter lui-même son histoire. Le journaliste ajoute des éléments conjoncturels pour lier les différents éléments entre eux. Keable justifie sa démarche en se disant incapable d'écrire une biographie lorsque la distance n'est pas assez grande entre le personnage et son biographe.

Tout au long du livre, Pepin nous livre donc ses réflexions sur son cheminement personnel et professionnel. De son enfance dans le quartier Rosemont à Montréal, de ses années scolaires et son entrée à l'Université Laval auprès du père Lévesque, Pepin relate son intérêt grandissant envers les travailleurs et le mouvement syndical. Vient ensuite son intégration définitive dans la CTCC, question de «rembourser une dette» envers les travailleurs. Pepin a passé toute sa vie à l'intérieur de la centrale syndicale, y a gravité tous les échelons avant d'accéder à la présidence en 1965. (Une chronologie de la vie de Pepin publiée en annexe permet de suivre cette évolution).

Au fil des pages, Keable trace le portrait d'un leader syndical, d'un habile négociateur, d'un homme dont la fidélité à ses idéaux ne s'est jamais démentie, même si une inévitable évolution se perçoit aux fils des ans. Pepin analyse froidement plusieurs des personnages marquants qu'il a côtoyés: Picard «un grand *fighter*», Marchand «qui était contre toutes les grèves». Enfin, il tient des propos assez acerbes envers Chartrand qui «n'a jamais été démocrate. En paroles oui, mais pas en pratique» (p. 234).

La présidence de Pepin fut marquée par des rapports ambigus avec l'État québécois comme en témoignent les négociations des travailleuses et des travailleurs de l'État qui ont occupé le devant de la scène syndicale et politique

de cette époque. Le point médiatique culminant fut, bien sûr, l'emprisonnement des chefs syndicaux en 1973 (suite au Front Commun de 1972). Cette confrontation ne doit pas nous empêcher de voir la CSN s'impliquer dans d'autres organismes gouvernementaux comme la Caisse de dépôt et de placements du Québec. Il est aussi significatif de constater les rapports privilégiés qu'entretenait Pepin avec les dirigeants politiques, notamment Robert Bourassa.

L'ouvrage couvre un large éventail d'événements. Certains sont traités en profondeur alors que d'autres sont à peine effleurés. Par exemple, sur le Mouvement Socialiste, Pepin est à tout le moins laconique même s'il en fut le président de nombreuses années. Keable doit compenser cette faiblesse en faisant appel à Lina Trudel et à Jacques Dofny, par exemple.

Pepin fait une analyse très critique du FLQ: «Je trouve que le FLQ nous a fait un tort incommensurable. C'est un peu enflé, ce que je vais te dire, mais le pouvoir du peuple, via les centrales syndicales, était en nette progression. On avait un pouvoir réel, on était bien plus l'opposition que celle qui était au Parlement» (p. 230). À ses yeux, le FLQ était antisyndical.

Or la lecture de la réédition du *FLQ* de Louis Fournier⁵ nous donne un éclairage différent du rôle du FLQ. Sur le front social, les luttes ouvrières sont nombreuses et certains conflits ponctués d'éclats de violence. Selon Fournier, le rapprochement entre les syndicats et le PQ tient compte de cette combativité ouvrière (p. 465). Le FLQ correspondrait à un moment de l'évolution du Québec. Il remettait en question certains acquis, notamment la place de plus en plus importante que prenaient les discussions au sommet entre les dirigeants syndicaux et les partis au pouvoir.

Louis Fournier a apporté de nombreuses améliorations à l'édition originale de 1982. L'ouvrage tient compte de certaines analyses parues depuis, mais surtout de l'ouverture de certaines archives. L'ouvrage est aussi enrichi d'une très précise chronologie des événements et de la liste des personnes emprisonnées durant la Crise d'octobre à la suite de la Loi des mesures de guerre. Sur le fond, l'analyse n'a pas changé. Fournier refuse de condamner *ex cathedra* les militants du FLQ malgré l'utilisation faite de la violence. Fruit d'une époque, l'action du FLQ s'inscrit dans un processus de prise de conscience collective. Fournier évite aussi quelques pièges. Sur les questions litigieuses, il continue de présenter les diverses hypothèses en attendant les nouvelles informations qui viendront apporter des précisions. C'est le cas notamment pour la responsabilité de la mort de Laporte en 1970 et celle de Bachand le 29 mars 1971 à Paris. Le *FLQ* de Louis Fournier demeure l'ouvrage indispensable et incontournable pour la connaissance de cet épisode marquant de l'histoire récente du Québec.

Voilà trois textes qui ne peuvent que nourrir la réflexion sur l'action syndicale au Québec.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jean-Marc Potte, *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Éditions Nota Bene, 1998.
2. Jacques Keable, *Le monde selon Marcel Pepin*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1998.
3. Ces textes, déjà publiés (7 sur 17 étaient déjà parus dans *Le syndicalisme de combat*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977) retracent l'évolution de Potte au cours des vingt cinq dernières années. Une note indique au lecteur que le contenu des textes n'a pas été altéré, malgré certaines réécritures (note 1, p. 9).
4. «Le syndicalisme de combat a contribué, même si la conjoncture socio-économique s'y prêtait, à améliorer les salaires, les avantages sociaux et les conditions de travail des salariés et il a favorisé, même si on se plaît à l'ignorer aujourd'hui, la démocratisation des syndicats. Cependant, il n'avait aucune réponse concrète à apporter aux syndiqués des secteurs mous (textile, vêtement et chaussures) aux prises avec des mises à pied et des menaces de fermeture d'usine» (p. 206).
5. Louis Fournier, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1998.